

Chers parents,

Face à l'urgence sociale qui se manifeste depuis 2 mois en France, le gouvernement ne semble pas prendre la mesure du malaise actuel. C'est pourquoi à l'appel d'organisations syndicales françaises, une journée de mobilisation interprofessionnelle est organisée, pour une meilleure répartition des richesses, l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés et retraités et un accès facilité aux services publics.

A l'AEFE, les gouvernements successifs qui ont vanté l'excellence de l'enseignement français à l'étranger n'ont cessé d'en limiter les moyens. Les baisses de crédits affectent les établissements et donc les projets, les salaires, les personnels...

Les suppressions de postes de résidents aggravent la situation dans la mesure où les postes se ferment mais pas le nombre de classes. Il en résulte que les établissements ont toujours besoin d'enseignants (souvent des titulaires, précarisés car en rupture de carrière), dont la charge supplémentaire est supportée par les familles.

A tout cela s'ajoute, pour les personnels, à nouveau les incertitudes sur les renouvellements de détachements, ainsi que la nouvelle mesure, non concertée, de borner les demandes de nouveaux détachements à 6 ans.

Les choix opérés annonceurs de privatisation, dégradent le réseau, les conditions de vie et de travail des personnels et se font aux dépens des élèves et de leur famille.

Par notre mobilisation, nous défendons un établissement public doté de moyens à la hauteur de ses ambitions. Nous nous opposons à toute fermeture de postes, à la précarisation des statuts et une mobilité imposée aux résidents.

Veillez croire à notre attachement aux services publics et à l'école.

*Les enseignants mobilisés ce mardi 5 février 2019*

Chers parents,

Face à l'urgence sociale qui se manifeste depuis 2 mois en France, le gouvernement ne semble pas prendre la mesure du malaise actuel. C'est pourquoi à l'appel d'organisations syndicales françaises, une journée de mobilisation interprofessionnelle est organisée, pour une meilleure répartition des richesses, l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés et retraités et un accès facilité aux services publics.

A l'AEFE, les gouvernements successifs qui ont vanté l'excellence de l'enseignement français à l'étranger n'ont cessé d'en limiter les moyens. Les baisses de crédits affectent les établissements et donc les projets, les salaires, les personnels...

Les suppressions de postes de résidents aggravent la situation dans la mesure où les postes se ferment mais pas le nombre de classes. Il en résulte que les établissements ont toujours besoin d'enseignants (souvent des titulaires, précarisés car en rupture de carrière), dont la charge supplémentaire est supportée par les familles.

A tout cela s'ajoute, pour les personnels, à nouveau les incertitudes sur les renouvellements de détachements, ainsi que la nouvelle mesure, non concertée, de borner les demandes de nouveaux détachements à 6 ans.

Les choix opérés annonceurs de privatisation, dégradent le réseau, les conditions de vie et de travail des personnels et se font aux dépens des élèves et de leur famille.

Par notre mobilisation, nous défendons un établissement public doté de moyens à la hauteur de ses ambitions. Nous nous opposons à toute fermeture de postes, à la précarisation des statuts et une mobilité imposée aux résidents.

Veillez croire à notre attachement aux services publics et à l'école.

*Les enseignants mobilisés ce mardi 5 février 2019*